



Commune
de
Maussane les Alpilles

ARRÊTÉ

AR Prefecture
013-211300587-20220425-ARRETE2022051-AR
Reçu le 27/04/2022
Publié le 27/04/2022

Opposition au transfert de plusieurs pouvoirs de police spéciale au président de la Communauté de Communes Vallée des Baux-Alpilles, CCVBA.

Le Maire de Maussane les Alpilles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 5211-9-2 ;

Vu la loi n°2020-760 du 22 juin 2020 ;

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des adjoints en date du 23 mai 2020,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} juillet 2021, portant modification des statuts de la Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles ;

Considérant que le Président de la Communauté de communes a été élu le 11 février 2022 ;

Considérant que la Commune de Maussane les Alpilles est membre de la Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles, compétente en matière de : assainissement, collecte des déchets ménagers, voirie, aire d'accueil ou terrains de passage des gens du voyage ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : S'oppose au transfert au Président de la Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles :

- de la police de la circulation et du stationnement,
- de la police de la délivrance des autorisations de stationnement de taxi,
- des pouvoirs de police administrative spéciale permettant de règlementer les activités liées à la compétence Accueil des gens du voyage.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un Recours pour Excès de Pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois suivant sa transmission au représentant de l'Etat et sa publication.

Article 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Madame la sous-préfète d'Arles,
- Monsieur le Directeur Général des Services pour son exécution
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes Vallée des Baux-Alpilles

Fait à Maussane les Alpilles le 25 avril 2022

Exécutoire par sa transmission en sous préfecture
d'Arles le : 27/04/2022

Publié le : 27/04/2022

Le Maire,

Jean-Christophe CARRÉ



Délai et voie de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Hôtel de Ville - Avenue de la Vallée des Baux - 13 520 Maussane les Alpilles

Tel : 04 90 54 30 06 - Fax : 04 90 54 36 45 - Email : contact.mairie@maussanelesalpilles.fr

